



De la politique du dire au faire !



Par Benoît Hubert, secrétaire général du SNEP-FSU – 24.10.2017

A en écouter les déclarations ministérielles, le sport en France deviendrait une action majeure de l'action de l'Etat. Enfin ! oserait-on dire. Le sport ne serait plus considéré comme une sous-culture, un pansement social ou médicamenteux... Il serait considéré pour ce qu'il est : un fait culturel et social... La volonté de développer une politique du sport pour tous, d'augmenter sensiblement le nombre de pratiquants, de lever les freins réels d'accès à la pratique (infrastructures, coûts, aide aux associations sportives...) ne peut qu'être partagée par l'ensemble des acteurs du sport en France. Malheureusement, de la parole aux actes, les faits et la réalité objective de l'engagement de l'Etat montrent des ruptures brutales...

Dans la dynamique engagée avec les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024 et plus largement dans celle de la réflexion sur l'héritage qu'ils devraient laisser en France, que penser des premières mesures ? Comment analyser la baisse de 7% d'un budget du ministère des Sports qui était déjà insignifiant ? Comment lire la suppression de milliers d'emplois aidés qui permettaient aux associations sportives, aux clubs de subsister et de se développer ? Comment comprendre que les efforts à mener pour lutter contre le dopage ne pourront être garantis faute de moyens ?

S'agissant d'une politique de l'Etat, le sport s'affiche comme une question interministérielle qui malheureusement ne masque pas un engagement bien en deçà des enjeux. Pourtant, le ministère de l'Education nationale a un rôle majeur à y jouer. L'éducation physique et sportive, enseignement obligatoire,

et les associations sportives scolaires doivent être au cœur du dispositif. Il s'agit du premier lieu de pratique de tous les élèves, de toutes les classes d'âge et pour certains, malheureusement le seul. Nous aurions donc pu nous attendre à un nouvel élan pour mieux reconnaître et revaloriser ce « sport à l'école » mais là aussi les actes sont loin d'être à la hauteur des enjeux. En cette rentrée, alors que les attentes des jeunes, des familles et des professionnels étaient fortes, les signaux sont extrêmement négatifs et vont à rebours des ambitions. Suppression de 2 600 postes dans le second degré avec probablement un impact pour l'EPS et ses enseignants alors que l'ensemble des besoins n'est déjà pas couvert sur tout le territoire, refus de réviser des programmes qui mettent à distance la connaissance du sport dans son enseignement – comment dans ces conditions donner le goût à la pratique sportive ? – modification du Diplôme National du Brevet en continuant de refuser la prise en compte de l'EPS, alors qu'elle est la troisième discipline en volume horaire au collège...

Faire de grandes déclarations pour montrer l'importance de la pratique, de la nécessité d'avoir une activité physique suffisante et régulière et dans le même temps s'éclipser devant toutes les décisions nécessaires relèvent d'une incohérence inacceptable en même temps que d'une tromperie cynique à l'égard des jeunes, des parents et de l'opinion.

Le monde du sport, le développement du sport pour tous, la démocratisation du sport, l'accès de tous à la pratique ne peut se contenter de discours. Les décisions sont attendues et urgentes !